

**Audience publique du 1<sup>er</sup> avril 2019**

Recours formé par  
Monsieur ..., Luxembourg,  
contre un arrêté grand-ducal du 14 février 2018 et contre une *décision* du ministre  
de la Justice,  
en matière de changement de nom patronymique

---

**JUGEMENT**

Vu la requête inscrite sous le numéro 41143 du rôle et déposée le 14 mai 2018 au greffe du tribunal administratif par Maître Alexandre Chateaux, avocat à la Cour, inscrit au tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, au nom de Monsieur ..., né le ..., demeurant actuellement à L-..., tendant à la réformation, sinon à l'annulation d'un arrêté grand-ducal du 14 février 2018 portant refus de l'autorisation de changer son nom patronymique de « ... » en celui de « ... », ainsi que d'une décision, ainsi qualifiée, du ministre de la Justice du 20 février 2018 ;

Vu le mémoire en réponse du délégué du gouvernement déposé au greffe du tribunal administratif le 28 août 2018 ;

Vu les pièces versées en cause et notamment les actes déferés ;

Le juge-rapporteur entendu en son rapport, ainsi que Maître Alexandre Chateaux, et Monsieur le délégué du gouvernement Yves Huberty en leurs plaidoiries respectives à l'audience publique du 6 mars 2019.

---

Par courrier du 19 août 2016, ainsi que par courriel du 21 septembre 2016, Monsieur ... s'adressa au ministère de la Justice afin de solliciter l'autorisation de changer son nom patronymique de « ... » en celui de « ... ».

Par courrier du 17 novembre 2016, le procureur d'Etat auprès du Parquet du tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg s'adressa à Monsieur ... afin de l'inciter à fournir des documents à l'appui de sa demande et à préciser, au vu du fait qu'il ne se dégagerait pas de sa lettre de demande que son père l'avait abandonné mais plutôt que son père avait rencontré des problèmes d'ordre professionnel, les raisons pour lesquelles il souhaitait changer de nom.

Par courriers des 22 et 23 novembre 2016, la mère de Monsieur ... s'adressa au Procureur d'Etat pour l'informer, en substance, du fait qu'elle n'avait pas réussi à rassembler davantage d'éléments pouvant être fournis à l'appui de la demande de son fils.

Par avis respectifs des 8 et 13 juin 2017, le procureur d'Etat et le procureur général d'Etat se prononcèrent en défaveur du changement de nom patronymique sollicité par

Monsieur .... Le Conseil d'Etat émit le 10 octobre 2017 également un avis défavorable quant au changement de nom patronymique sollicité.

Suite à ces avis, la requête en changement de nom patronymique fut rejetée par arrêté grand-ducal du 14 février 2018 transmis à l'intéressé par un courrier du ministre de la Justice, ci-après désigné par « le ministre », du 20 février 2018. Cet arrêté grand-ducal est motivé comme suit :

*« Vu la demande présentée par Monsieur ..., né le ..., de nationalité luxembourgeoise, demeurant à L-..., et sollicitant l'autorisation de changer son nom patronymique actuel en celui de « ... » ;*

*Vu le titre II de la loi du 11-21 germinal an XI relative aux prénoms et changements de noms, telle que modifiée par la loi du 18 mars 1982 relative aux changements de noms et de prénoms ;*

*Vu les avis négatifs rendus par le Procureur d'État de Luxembourg le 8 juin 2017 et par le Procureur général d'État le 13 juin 2017 ;*

*Vu l'avis négatif rendu par le Conseil d'État en date du 10 octobre 2017 ;*

*Considérant que le principe de la fixité du nom patronymique constitue une règle d'ordre public et social ;*

*Considérant qu'un changement de nom patronymique ne peut être autorisé qu'en présence de circonstances exceptionnelles et pour des raisons importantes ;*

*Considérant que le Procureur d'État de Luxembourg estime que « les motifs à l'appui de la demande ne sont en effet pas constitutifs de circonstances exceptionnelles justifiant de déroger au principe de la pérennité du nom, dans la mesure où le requérant décrit plutôt un parcours professionnel chaotique de son père, qu'un abandon de ce dernier. Par ailleurs, les développements à l'appui de la demande de changement de nom restent à l'état de pures allégations, en l'absence de toute pièce permettant de vérifier la véracité des dires du requérant. ».*

*Considérant que la requête en changement du nom patronymique n'est donc pas fondée ;*

*Sur le rapport de Notre Ministre de la Justice et après délibération du Gouvernement en Conseil;*

*Arrêtons :*

*Art. 1<sup>er</sup>. - L'autorisation sollicitée est refusée.*

*Art. 2. - Notre Ministre de la Justice est chargé de l'exécution du présent arrêté. ».*

Par requête déposée au greffe du tribunal administratif en date du 14 mai 2018, Monsieur ... a fait introduire un recours tendant à la réformation sinon à l'annulation de l'arrêté

grand-ducal du 14 février 2018 portant refus de sa demande de changement de nom patronymique, ainsi que de la décision, ainsi qualifiée, du ministre du 20 février 2018.

A l'audience des plaidoiries, le tribunal a soulevé d'office la question de la recevabilité du recours sous analyse en ce qu'il est dirigé contre une décision, ainsi qualifiée, du ministre du 20 février 2018.

Le litismandataire du demandeur s'est rapporté à prudence de justice tout en soulignant que le courrier du ministre du 20 février 2018 comporterait l'indication des voies de recours pouvant être portées à son encontre.

Aux termes de l'article 2, paragraphe (1), de la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif, un recours est ouvert « *contre toutes les décisions administratives à l'égard desquelles aucun autre recours n'est admissible* ». Cet article limite ainsi l'ouverture d'un recours devant les juridictions administratives notamment aux conditions cumulatives que l'acte litigieux doit constituer une décision administrative, c'est-à-dire émaner d'une autorité administrative légalement habilitée à prendre des décisions unilatérales obligatoires pour les administrés et qu'il doit s'agir d'une véritable décision, affectant les droits et intérêts de la personne qui la conteste<sup>1</sup>.

L'acte émanant d'une autorité administrative, pour être sujet à un recours contentieux, doit dès lors constituer, dans l'intention de l'autorité qui l'émet, une véritable décision, à qualifier d'acte de nature à faire grief, c'est-à-dire un acte de nature à produire par lui-même des effets juridiques affectant la situation personnelle ou patrimoniale de celui qui réclame. Si le caractère décisoire de l'acte attaqué est une condition nécessaire à la recevabilité du recours contentieux, il n'est pas pour autant une condition suffisante. En effet, pour être susceptible de faire l'objet d'un recours, la décision critiquée doit encore être de nature à faire grief<sup>2</sup>.

Plus particulièrement, n'ont pas cette qualité de décision faisant grief, comme n'étant pas destinées à produire, par elles-mêmes, des effets juridiques, les informations données par l'administration, tout comme les déclarations d'intention ou les actes préparatoires d'une décision<sup>3</sup>.

Force est, à cet égard, tout d'abord de relever qu'en vertu de l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 6 fructidor an II, aucun citoyen ne peut porter de nom ni de prénom autres que ceux exprimés dans son acte de naissance. L'article 4 de la loi du 11-21 germinal an XI relative aux prénoms et changements de noms, telle que modifiée par la loi du 18 mars 1982 relative aux changements de noms et de prénoms, ci-après désignée par « la loi modifiée du 11-12 germinal an XI », déroge au principe de la fixité des noms et prénoms en disposant que toute personne qui aura quelque raison de changer de nom ou de prénoms en adressera la demande motivée au gouvernement. En vertu de l'article 5 de la même loi, « *Le gouvernement se prononcera dans la forme prescrite pour les règlements d'administration publique.* ».

---

<sup>1</sup> F. Schockweiler, *Le contentieux administratif et la procédure administrative non contentieuse en droit luxembourgeois*, n° 46, p. 28.

<sup>2</sup> Trib. adm. 18 juin 1998, n° 10617 et 10618, Pas. adm. 2018, V° Actes administratifs, n° 41 et les autres références y citées.

<sup>3</sup> Trib. adm. 23 juillet 1997, n° 9658 du rôle, confirmé sur ce point par arrêt du 19 février 1998, n° 10263C, Pas. adm. 2018, V° Actes administratifs, n°61 et les autres références y citées.

Il s'ensuit que les décisions portant sur une demande de changement de nom doivent prendre la forme d'un arrêté grand-ducal faisant l'objet d'une délibération du Gouvernement en conseil et étant contresigné par un ministre qui en assume la responsabilité, en l'occurrence par le ministre de la Justice, de sorte que la compétence pour accorder ou refuser un changement de nom appartient exclusivement au Grand-Duc. Il se dégage d'ailleurs clairement du courrier ministériel du 20 février 2018 que par le biais de celui-ci, le ministre n'a fait que porter à la connaissance de Monsieur ... l'arrêté grand-ducal du 14 février 2018, de sorte que ledit courrier, encore qu'il contienne une indication des voies de recours, ne saurait s'analyser en une décision administrative individuelle de nature à lui faire grief et donc susceptible d'un recours contentieux. Le recours en ce qu'il est dirigé contre le courrier du ministre du 20 février 2018 est, par conséquent, à déclarer irrecevable faute d'objet.

Pour ce qui est du volet du recours dirigé contre l'arrêté grand-ducal du 14 février 2018, il y a lieu de relever qu'aucune disposition de la loi modifiée du 11-12 germinal an XI ne prévoit de recours de pleine juridiction contre une décision de refus de changement de nom patronymique, de sorte que seul un recours en annulation a pu être introduit contre la décision sous examen.

Le tribunal est dès lors incompétent pour connaître du recours principal en réformation dirigé contre l'arrêté grand-ducal du 14 février 2018.

Le tribunal est, en revanche, compétent pour connaître du recours subsidiaire en annulation qui est, par ailleurs, recevable, pour avoir été introduit dans les formes et délai de la loi.

A l'appui de son recours, le demandeur reproche tout d'abord à l'arrêté grand-ducal litigieux de se baser sur les avis respectifs du procureur d'Etat et du procureur général d'Etat, ainsi que sur celui du Conseil d'Etat, sans toutefois indiquer la teneur de ces avis qui ne seraient, qui plus est, pas annexés. Il en conclut que l'arrêté grand-ducal entrepris serait insuffisamment motivé.

Le demandeur estime que l'arrêté grand-ducal déferé serait encore insuffisamment motivé, alors qu'il serait fondé sur le constat suivant lequel le principe de fixité du nom patronymique constituerait une règle d'ordre public et social, sans toutefois expliquer concrètement en quoi son changement de nom serait contraire à l'ordre public et social. Il n'existerait plus particulièrement aucune indication des circonstances de fait ni d'énoncé de la cause servant de fondement à l'arrêté litigieux.

Ce serait également à tort et en ajoutant des conditions non légalement prévues pour un changement de nom que l'arrêté en cause soumettrait son changement de nom à l'existence de circonstances exceptionnelles ou à des raisons importantes. Il estime, en effet, qu'il se dégagerait de la lecture de l'article 4 de la loi modifiée du 11-21 germinal an XI qu'une demande de changement de nom ne serait soumise qu'à la seule condition de l'existence de raisons qui motivent cette demande sans qu'il ne soit exigé que ces raisons présentent un caractère exceptionnel ou important.

A cela s'ajouterait que si les juridictions administratives avaient effectivement eu l'occasion de préciser la notion de « raison » au sens de l'article 4 de la loi modifiée du 11-21 germinal an XI, il n'en resterait pas moins qu'il n'aurait jamais été exigé que ces raisons soient entourées de circonstances exceptionnelles ni qu'elles soient qualifiées d'importantes, mais il

aurait suffi qu'il s'agisse de raisons sérieuses.

Le demandeur fait ensuite valoir que l'arrêté grand-ducal litigieux se baserait sur une appréciation erronée de la situation de fait entourant sa demande puisque ce serait à tort que ces faits auraient été cantonnés au seul parcours professionnel de son père, alors même que ce parcours serait à mettre en parallèle avec les différentes infractions pénales dont se serait rendu coupable son père et qui auraient marqué les esprits tout au long du parcours professionnel de celui-ci. Le demandeur souligne, à cet égard, que son père aurait fait l'objet de condamnations pénales tant au Luxembourg qu'en Allemagne.

Au vu de ces considérations, il serait manifeste que le simple fait de porter le nom patronymique de « ... » en étant le fils de Monsieur ..., constituerait une raison suffisante pour faire exception au principe d'immutabilité du nom.

A titre subsidiaire et pour autant que de besoin, le demandeur estime que les faits qu'il a décrits dans sa demande initiale devraient s'analyser comme des circonstances exceptionnelles et des motifs graves de nature à justifier un changement de nom et qu'il y aurait en conséquence lieu de l'autoriser à changer son nom de « ... » en celui de « ... », sinon en celui de « ...-... ».

Finalement, il est d'avis que sa demande serait d'autant plus légitime que le fait de ne pas y faire droit serait constitutif d'une violation de l'article 10*bis* de la Constitution en ce sens qu'il ne bénéficierait pas du choix de pouvoir acquérir soit le nom de son père, soit celui de sa mère, soit les deux noms, tel que prévu à l'article 57 du Code civil depuis l'entrée en vigueur de la loi du 23 décembre 2005 relative aux noms des enfants, ci-après désignée par « la loi du 23 décembre 2005 ».

Le délégué du gouvernement conclut, quant à lui, au rejet du recours sous analyse pour ne pas être fondé.

Dans la mesure où l'examen de la légalité externe de la décision déférée doit précéder celui de sa légalité interne, il appartient, en premier lieu, au tribunal de trancher le moyen tiré de la prétendue absence de motivation suffisante de l'arrêté grand-ducal déféré tenant au défaut de communication conjointe audit arrêté des avis du Procureur général d'Etat, du Procureur d'Etat et du Conseil d'Etat auxquels il est référé.

Le tribunal est tout d'abord amené à relever que les avis des organes consultatifs visés à l'article 4 du règlement grand-ducal du 8 juin 1979 relatif à la procédure à suivre par les administrations relevant de l'Etat et des communes, ci-après désigné par « le règlement grand-ducal du 8 juin 1979 », sont destinés à éclairer l'autorité de décision par rapport à laquelle précisément l'organe figure comme étant consultatif. Ni le règlement grand-ducal du 8 juin 1979, ni aucun autre texte légal ne formulent, ni en règle générale, ni dans la présente matière en particulier, l'obligation de communiquer spontanément ces avis à la partie demanderesse ou aux parties intéressées. L'administré a toutefois le droit de demander et d'obtenir, dans les limites y déterminées, la communication des pièces du dossier conformément aux dispositions des articles 11 et 13 du règlement grand-ducal du 8 juin 1979, laquelle démarche présuppose son initiative afférente<sup>4</sup>.

---

<sup>4</sup> Cour adm. 8 octobre 2013, n° 32619 C du rôle, disponible sous [www.jurad.etat.lu](http://www.jurad.etat.lu).

A cet égard, il est, d'un côté, constant en cause que le demandeur n'a jamais demandé à se voir communiquer les avis actuellement litigieux pendant la phase précontentieuse. D'un autre côté, lesdits avis font partie intégrante du dossier administratif déposé par la partie étatique, conformément à l'exigence posée à l'article 8, alinéa (5), de la loi modifiée du 21 juin 1999 portant règlement de procédure devant les juridictions administratives, ci-après désignée par « la loi du 21 juin 1999 », ensemble avec son mémoire en réponse et transmis au demandeur par la voie du greffe en date du 28 août 2018.

Il s'ensuit qu'aucun grief affectant la validité de la décision critiquée ne peut être dégagé de la communication, en instance contentieuse ainsi opérée, de l'avis des organismes consultatifs en question. A cela s'ajoute que si l'arrêté grand-ducal se réfère certes aux avis des organes consultatifs, il n'en demeure pas moins qu'il ne se contente pas de s'y rallier, mais énonce explicitement les motifs justifiant le refus litigieux, lesquels se recoupent avec ceux des avis des organes consultés, de sorte que le moyen du demandeur tiré d'une absence de motivation suffisante de l'arrêté litigieux découlant du fait que lesdits avis n'y ont pas été joints, doit être écarté pour ne pas être fondé.

Pour ce qui est du reproche selon lequel l'arrêté grand-ducal ne serait pas suffisamment motivé en ce qu'il se contenterait d'énoncer que le principe de fixité du nom patronymique constituerait une règle d'ordre public et social, sans toutefois expliquer en quoi son changement de nom serait contraire audit ordre public et social, force est de constater que le refus de changement du nom patronymique en cause n'est pas motivé par une quelconque contrariété du changement sollicité par rapport à l'ordre public et social, mais fondé sur le constat qu'il n'existerait pas de circonstances exceptionnelles ou importantes permettant de faire une exception par rapport à la règle d'ordre public et social que constitue le principe de fixité du nom patronymique, de sorte que ce moyen doit être écarté pour défaut de pertinence, l'argumentation afférente n'affectant, en effet, pas la légalité extrinsèque de l'arrêté déféré, mais étant, le cas échéant, susceptible d'avoir une incidence dans le cadre de l'analyse au fond de la motivation invoquée à la base de l'arrêté litigieux.

Au vu des considérations qui précèdent, le moyen tenant à une motivation insuffisante de l'arrêté grand-ducal déféré est à rejeter pour ne pas être fondé.

Pour ce qui est ensuite de la légalité interne de l'arrêté grand-ducal litigieux, il y a lieu de relever qu'en vertu de l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 6 fructidor an II, aucun citoyen ne peut porter de nom ni de prénom autres que ceux exprimés dans son acte de naissance. Tel que relevé ci-avant, l'article 4 de la loi modifiée du 11-21 germinal an XI, précitée, déroge au principe de la fixité des noms et prénoms en disposant que toute personne qui aura quelque raison de changer de nom ou de prénoms en adressera la demande motivée au gouvernement. En vertu de l'article 5 de la même loi, le gouvernement se prononcera dans la forme prescrite pour les règlements d'administration publique.

Il est, à cet égard, de jurisprudence constante que les textes de loi précités sont à lire en ce sens que le principe de la fixité du nom patronymique est une règle d'ordre public et social et que ce n'est dès lors qu'en présence de circonstances exceptionnelles et pour des raisons importantes qu'un changement de nom peut être accordé<sup>5</sup>.

---

<sup>5</sup> Trib. adm. 13 novembre 1997, n° 9854 du rôle; Trib. adm. 16 janvier 2002 n° 13851 du rôle, Pas. adm. 2018, V°Noms- Prénoms- Domicile- Etat civil, n°7 et les autres références y citées.

Par ailleurs, il échet de relever que suivant la règle de la fixité, sinon de la pérennité du nom patronymique, laquelle participe à l'ordre public, les raisons devant justifier le changement de nom patronymique sont appelées à s'analyser en des circonstances exceptionnelles à énoncer dès la demande adressée au gouvernement, qui doit être dûment motivée. Cette exigence d'une motivation spécifique dès la demande formulée auprès du gouvernement se justifie, d'une part, en raison des circonstances exceptionnelles pouvant seules sous-tendre valablement un changement de nom patronymique et, d'autre part, par le caractère nécessairement éclairé non seulement de l'autorité de décision à travers les avis rendus à son escient par le Conseil d'Etat, ainsi que le procureur d'Etat compétent ensemble le procureur général d'Etat, mais encore dans le chef de ces derniers mêmes<sup>6</sup>.

Il appartient, à cet égard, en tout état de cause au demandeur de fournir à l'autorité de décision les éléments nécessaires pour pouvoir apprécier s'il existe de telles circonstances exceptionnelles ou raisons importantes et plus particulièrement si le port du nom patronymique litigieux peut ou non être ressenti à juste titre comme intolérable.

Or, si l'abandon vérifié d'un enfant par son père est susceptible de constituer une raison suffisamment grave pour justifier un changement de nom de l'enfant concerné, à condition d'être établi, le tribunal est, en l'espèce, amené à relever qu'il ne se dégage pas de la demande de changement de nom telle que soumise à l'autorité de décision que le demandeur aurait été abandonné par son père. S'il a expliqué ne plus avoir vu son père depuis 2005, il ne se dégage toutefois pas des éléments soumis à l'autorité de décision depuis combien de temps il est resté sans contact avec son père. Pour ce qui est encore du sentiment de honte que le demandeur explique ressentir en raison des problèmes que son père aurait rencontrés avec la justice, force est toutefois de constater que ce volet invoqué à l'appui de la demande n'a pas été plus amplement développé, ni étayé, voire documenté au moment de son introduction auprès du ministère de la Justice, de sorte qu'il doit être considéré comme ne revêtant pas un caractère étayé et précisément circonscrit de nature à justifier, en l'état du dossier tel qu'il a été soumis à l'autorité administrative au moment de la prise de la décision, face au principe de fixité du nom patronymique, un changement de nom dans le chef du demandeur. A cela s'ajoute qu'au vu du principe de la fixité et de la pérennité du nom patronymique, les relations difficiles entretenues avec son père, respectivement les ressentiments à l'égard de ce dernier en raison de son parcours professionnel tumultueux, voire de ses problèmes avec la justice, à défaut d'autres éléments, ne sont pas de nature à caractériser des circonstances exceptionnelles justifiant un changement de nom, ce d'autant plus qu'il n'est plus particulièrement pas fait état de manquements graves par le père du demandeur à ses devoirs parentaux et qui auraient pu avoir pour conséquence un véritable impact psychologique et/ou physique, respectivement un traumatisme, sur la personne du demandeur.

Au vu de ce qui précède, il ne ressort pas des éléments en cause que, d'un point de vue objectif, le port du nom patronymique actuel du demandeur ne correspondrait plus à sa finalité sociale de rattachement à une famille, ni que d'un point de vue subjectif, le port de ce nom pourrait à juste titre être ressenti comme intolérable.

Il s'ensuit que le tribunal ne saurait utilement mettre en cause la légalité de l'arrêté grand-ducal déféré.

---

<sup>6</sup> Trib. adm. 12 mai 2005, n° 20084 du rôle, Pas. adm. 2018, V° Noms- Prénoms- Domicile- Etat civil, n°5 et les autres références y citées.

La conclusion qui précède n'est pas ébranlée par l'invocation par le demandeur d'une violation par l'arrêté grand-ducal litigieux de l'article 10*bis* de la Constitution en ce sens qu'il lui serait impossible de bénéficier du choix prévu à l'article 57 du Code civil d'acquérir soit le nom de son père, soit celui de sa mère, soit les deux noms.

Le tribunal est, à cet égard, tout d'abord amené à relever que le législateur, par le biais de la loi du 23 décembre 2005, a mis le nom patronymique de la mère et du père sur un pied d'égalité, l'article 57, alinéa 3, du Code civil introduit par ladite loi précisant, en effet, que l'enfant peut acquérir soit le nom de son père, soit le nom de sa mère, soit leurs deux noms, de sorte que le droit de choisir le nom qui est dévolu à l'enfant appartient aux parents, au moment de la naissance de l'enfant, lorsque la filiation d'un enfant est établie simultanément à l'égard de ses deux parents, comme cela a été le cas en l'espèce.

Il résulte, en effet, des travaux parlementaires relatifs à la prédite loi du 23 décembre 2005, que le législateur, en modifiant l'article 57 du Code civil, permettant ainsi aux parents de choisir le nom qu'ils souhaitent attribuer à leurs enfants, a entendu parfaire l'égalité entre les hommes et les femmes en accordant aux deux parents des droits égaux. Le libellé de l'article 57, alinéa 3, en ce qu'il prévoit « *lorsque la filiation d'un enfant est établie simultanément à l'égard de ses parents, au plus tard le jour de la déclaration de la naissance, ces derniers choisissent le nom qui lui est dévolu* », relate d'ailleurs expressément cette liberté de choix accordée désormais aux parents.

Force est toutefois de relever que l'article 57, alinéa 3, du Code civil traite uniquement de l'attribution du nom de l'enfant par les parents au moment de la naissance, de sorte que cet article ne remet pas en cause la fixité et la pérennité du nom, une fois celui-ci attribué, impliquant que, conformément à l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 6 fructidor an II et de l'article 4 de la loi modifiée du 14-21 germinal an IX, précités, un changement du nom attribué au moment de la naissance ne peut être autorisé qu'en présence de circonstances exceptionnelles et pour des raisons importantes, circonstances et raisons qui, tel que le tribunal l'a retenu ci-avant, ne sont en l'occurrence pas données.

Le demandeur ne saurait dès lors se prévaloir de l'article 57, alinéa 3, du Code civil pour invoquer une violation par l'arrêté grand-ducal déferé de l'article 10*bis* de la Constitution, de sorte que le moyen afférent est à rejeter pour ne pas être fondé.

Il s'ensuit qu'à défaut d'autres moyens, le recours sous analyse est à rejeter pour ne pas être fondé.

### **Par ces motifs,**

le tribunal administratif, première chambre, statuant contradictoirement ;

déclare le recours en réformation, sinon en annulation irrecevable faute d'objet en ce qu'il est dirigé contre le courrier du ministre de la Justice du 20 février 2018 ;

se déclare incompétent pour connaître du recours principal en réformation dirigé contre l'arrêté grand-ducal du 14 février 2018 ;

reçoit en la forme le recours subsidiaire en annulation dirigé contre l'arrêté grand-ducal du 14 février 2018 ;



au fond, le déclare non justifié, partant en déboute ;  
condamne le demandeur aux frais.

Ainsi jugé et prononcé à l'audience publique du 1<sup>er</sup> avril 2019 par :

Annick Braun, vice-président,  
Alexandra Castegnaro, premier juge,  
Alexandra Bochet, juge,

en présence du greffier en chef Arny Schmit.

Arny Schmit

Annick Braun

Reproduction certifiée conforme à l'original

Luxembourg, le 1.4.2019

Le greffier du tribunal administratif